

Neuchâtel a rassemblé une large coalition pour promouvoir l'économie de proximité: consommer local, investir et créer de l'emploi sur place pour réduire les impacts de la crise à venir

Appel du canton à agir contre la crise

JULIE JEANNET

Neuchâtel ► Après les vacances au pays, les Neuchâtelois sont invités à consommer local, les entreprises à investir maintenant pour créer de l'emploi dans le canton. Les autorités cantonales ont sorti les gros moyens pour lancer une campagne qui durera deux mois.

Intitulée «J'agis pour mon canton, et toi?», elle appelle la population à faire preuve de solidarité pour limiter les dégâts de la crise économique. Les autorités ont investi 150 000 francs dans une série de visuels et une campagne d'affichage qui sera diffusée sur les réseaux sociaux et par les médias régionaux.

Dans cette démarche, l'Etat est appuyé par une alliance inédite. L'association des communes, la Chambre de commerce et de l'industrie, l'Union syndicale et la Fédération romande des consommateurs (FRC) se sont engagées à relayer cet appel qui se veut fédérateur. Jeudi, cette ribambelle d'acteurs invitait la presse à l'abbaye de Fontaine André sur les hauteurs de Neuchâtel pour lancer le projet. C'est sur un domaine agricole dans une ambiance détendue que les autorités ont choisi d'aborder les perspectives inquiétantes de la conjoncture actuelle. Les journalistes étaient assis sur des bottes de foin et les interventions étaient ponctuées par les allées et venues d'une brouette et les piouettes d'un chaton. Le calme avant la tempête.

Perspectives inquiétantes
Le conseiller d'Etat en charge de l'Economie et de l'action sociale, Jean-Nat Karakash, a introduit la conférence en faisant part de ses préoccupations. «Ce printemps, nous avons réussi à limiter les pertes d'emploi. Cependant la situation actuelle est marquée par une perspective



Le ministre de l'économie Jean-Nat Karakash a fait part de ses préoccupations face à la conjoncture économique lors d'un lancement d'une campagne incitant à soutenir l'économie de proximité. JJT

très inquiétante. Dans notre canton majoritairement porté sur l'économie d'exportation, nous allons forcément vers une crise, a-t-il expliqué. Nous devons resserrer les rangs pour en limiter les impacts.»

En effet, Neuchâtel semble plus sévèrement touché par la crise du Covid-19 que la moyenne des cantons suisses. Il s'agit du deuxième canton le plus exportateur après Bâle-Ville. A la mi-août, le professeur d'économie Daniel Jeanrenaud

affirmait dans un commentaire publié par le service de statistique que la conjoncture internationale pénalisait durement Neuchâtel. L'expert estime que le recul de la production pendant la période de semi-confinement aurait avoisiné les 20%. Faute de données sur la production trimestrielle, il utilise la consommation d'électricité comme indicateur de l'activité économique. Entre le 16 mars et le 26 avril, celle-ci a baissé de 13,2% dans le canton de Neu-

châtel, contre seulement 6,3% en moyenne suisse.

Près de la moitié des emplois en RHT

Alors que 46% des emplois du canton bénéficient actuellement de réductions de l'horaire de travail (RHT), les experts s'accordent pour dire que les plus grands effets ne se verront qu'après la fin du chômage partiel en cette fin d'année. Lors d'une enquête effectuée fin juin, environ deux tiers des entre-

prises neuchâteloises interrogées affirmaient être insatisfaites de l'état du carnet de commandes. Une entreprise sur deux (huit sur dix dans l'horlogerie) indiquait que le nombre de personnes employées était trop élevé.

Neuchâtel avait subi de plein fouet la crise de 2009 et enregistrait son plus haut taux de chômage (7,2%) depuis l'instauration d'une statistique fédérale en 1936. Aujourd'hui, les syndicats sont inquiets. «Notre can-

ton a connu d'autres crises, il a su se relever mais les dégâts ont été lourds sur les emplois. Une crise sans précédent nous attend, chaque geste compte», a poursuivi Yasmina Produit, vice-présidente de l'Union syndicale cantonale neuchâteloise.

Emmanuel Raffner, vice-président de la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie a admis que les entreprises n'avaient aucune visibilité de l'avenir. «Il faut que les sociétés inventent des dispositifs pour naviguer dans cette période compliquée.» L'entrepreneur s'est voulu rassurant en relevant l'inventivité dont les employeurs ont fait preuve durant le semi-confinement. «Ils ont su rapidement organiser le travail à distance, pour gagner en flexibilité et en efficacité.»

«Choix de consommation solidaires»

Alors que la Suisse est officiellement entrée en récession, les Neuchâtelois auront-ils véritablement les moyens de consommer local? «Nous sommes conscients que ce n'est pas à la portée de tous», admet Nicole Galland, présidente de la section neuchâteloise de la FRC. «Pour la frange moyenne de la population qui n'est peut-être pas partie en vacances et a moins dépensé, c'est probablement possible. Cette campagne est une piqure de rappel. Durant le semi-confinement, certains ont été enchantés de découvrir des produits locaux. Les choix de consommation peuvent être solidaires, sauver des emplois, préserver l'environnement et la biodiversité.»

Et le ministre en charge de l'Environnement, Laurent Favre, de compléter. «Il faut agir de manière durable en sécurisant l'approvisionnement. La crise doit agir comme un accélérateur de développement durable et servir l'emploi indigène.» I

Une centaine de SDF en plus à la rue dès lundi

Genève ► En juin, au moment de prolonger l'hébergement d'urgence des sans-abri dans la caserne des Vernets, la Ville de Genève avait annoncé l'échéance: ce lundi 31 août, elle devra rendre les clés des bâtiments au canton pour permettre les travaux du vaste complexe urbanistique qui doit pousser après leur démolition. Dans un entretien à L'éman Bleu, Christina Kitsos, chargée de la Cohésion sociale et de la solidarité, précise que les dispositifs d'accueil d'urgence de la Ville pourront accueillir, lundi, 314 personnes contre 404 jusque-là. Deux abris PC accueilleront à nouveau cette population, tandis que l'ancien foyer pour requérants à Frank-Thomas continuera de recevoir des sans-abri.

Lundi, Mme Kitsos devrait présenter en outre certaines solutions trouvées avec des partenaires – elle n'a pas souhaité s'exprimer dans l'intervalle. On se souvient qu'elle avait lancé un appel d'offres à hauteur de 200 000 francs pour un projet pilote visant à accueillir une dizaine de femmes, projet

fondé sur une logique de réinsertion qu'elle veut voir prendre le pas sur l'accueil dit humanitaire ou «à bas seuil».

Reste que nonante personnes se trouveront à la rue, en plus des centaines qui le sont déjà, puisque les différents lieux d'accueil ne suffisent de loin pas à répondre à tous les besoins. Lesquels se sont d'ailleurs accrues depuis que de nombreuses personnes, en particulier des sans-papiers, ont perdu leur logement dans le contexte de la crise sanitaire. «C'est une catastrophe», déplore Alain Bolle, directeur du Centre social protestant et membre du collectif CAUSE (Collectif d'associations pour l'urgence sociale). Ces gens iront dormir dans les parcs, les parkings, sous les ponts, seront délogés par la police. Cela créera de l'insécurité.

Il poursuit: «Une nouvelle fois, la Ville fait face toute seule à la problématique.» Le Conseil d'Etat a certes déposé un avant-projet de loi pour créer un fonds intercommunal, en consultation auprès de l'Association des communes genevoises. Mais face à

l'échéance de lundi, «le canton et les communes n'interviennent pas», s'étonne Alain Bolle. Mme Kitsos, elle, a répété sur L'éman Bleu les limites budgétaires de la Ville, elle qui aura dépensé 20,5 millions en 2020 pour l'hébergement d'urgence.

Alors que certaines solutions de logement en hôtel ont été trouvées par l'Armée du Salut, le foyer de la Roseraie et le CAUSE, ce dernier recherche des fonds privés pour développer cette alternative. Alain Bolle la juge économique, adaptée à la crise sanitaire et profitable au secteur hôtelier qui souffre du Covid.

Que fait ou a fait le canton pour atténuer les conséquences de la fermeture des Vernets ce weekend? Rien. Le Département de la cohésion sociale, dirigé par le conseiller d'Etat Thierry Apothéoz, compte sur son avant-projet de loi pour «régler, une bonne fois pour toutes, la question des compétences et des financements entre les acteurs concernés», selon son porte-parole, Henri Della Casa. **RACHAD ARMANIOS**

Un budget valaisan de relance pour 2021

Valais ► Le budget 2021 de l'Etat du Valais se veut «ambitieux» pour relancer l'économie. Au menu, investissements en hausse et ressources supplémentaires notamment pour la santé et le social. Le gouvernement veut aussi créer une réserve de politique budgétaire pour parer aux éventuels coups durs.

«Je vous présente un budget de relance, un budget ambitieux qui rend le goût de l'audace à l'économie valaisanne», a déclaré jeudi devant la presse Roberto Schmidt, chef du Département valaisan des finances. Après une année 2020 plombée par le Covid-19 en Valais comme ailleurs, les économistes tablent pour 2021 sur un rebond estimé à +5,6%; à condition toutefois d'échapper à une deuxième vague épidémique, averti le grand argentier.

Le projet de budget 2021 du canton est équilibré comme l'exige le double frein aux dépenses et à l'endettement, avec des revenus et des charges de 3,9 milliards de francs. Il prévoit un excédent de revenus de 11,9 millions de francs et un excédent de financement de 0,8 million de francs.

Pour 2020, le Valais s'attend à un recul de croissance de 6,5% en raison de la crise sanitaire. Les dépenses dues au Covid 19 et visant à soutenir l'activité économique et sauvegarder les emplois se montent actuellement à quelque 85 millions de francs, a indiqué l'Etat du Valais jeudi dans un communiqué.

Ces dépenses seront soumises au Grand Conseil en novembre.

ATS